

## Les études sur le renseignement au Canada



Julie Breton et Ross O'Connor

Julie Breton est étudiante à la maîtrise en science politique, Ross O'Connor est étudiant à la maîtrise en relations internationales et tous deux sont auxiliaires de recherche au Programme Paix et Sécurité Internationales des HEI.

Les études académiques sur le renseignement ont vu le jour aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le premier essai d'importance sur le sujet, *Strategic Intelligence for American World Policy*, fut publié en 1949 par le professeur américain et analyste à l'OSI (l'ancêtre de la CIA), Sherman Kent<sup>1</sup>. Au Canada, il faudra attendre les années 1970 et la Commission d'enquête McDonald sur les actes illégaux perpétrés par des agents de la GRC pour que se développe un intérêt académique, professionnel et public pour les études sur le renseignement<sup>2</sup>. Cet article a pour but de faire une brève présentation de l'état des études sur le renseignement au Canada. Il s'agira de mettre en perspective trois éléments prouvant la vigueur de ce sujet d'étude au Canada. On trouvera d'abord un bref aperçu

de la littérature canadienne sur le sujet, la présentation du Centre de recherche sur le renseignement et la sécurité de l'Université Carleton, la présentation de l'Association canadienne des études de renseignement et de sécurité (ACERS/CASIS) et, finalement, une brève présentation du service de renseignement le plus méconnu au Canada, le Centre de la sécurité des télécommunications et du système ECHELON auquel il participe.

Un aspect déterminant de la recherche et de l'intérêt pour le renseignement se reflète dans l'état de la littérature sur le sujet. Geoffrey Weller a publié un article éclairant sur le sujet en 2001 « Assessing Canadian Intelligence Literature: 1980-2000 »<sup>3</sup>. L'auteur présente différents types d'ouvrages sur le renseignement au Canada : biographiques, académiques, historiques, journalistiques écrits entre 1980 et 2000. L'auteur souligne quelques particularités canadiennes telles que la quasi absence d'ouvrages sur le renseignement publiés par des groupes de recherche en politique publique<sup>4</sup>. En plus de se pencher sur les périodes couvertes par les auteurs canadiens, Weller s'attarde sur le secteur de l'édition : il souligne qu'on ne retrouve aucune

maison d'édition se spécialisant sur les sujets de la sécurité et du renseignement. Il note aussi qu'il n'y a qu'une seule revue académique canadienne publiant sur ces sujets soit *The Journal of Conflict Studies*<sup>5</sup>. Les auteurs canadiens se tournent alors vers des revues telles que *Intelligence and National Security* (Royaume-Uni) ou *International Journal of Intelligence and Counterintelligence* (États-Unis). Finalement, Weller souligne certains aspects du renseignement peu abordés par la littérature canadienne tels que le renseignement

militaire, le renseignement électromagnétique, le fonctionnement interne des services de renseignement<sup>6</sup>. Depuis la publication de cet article par Geoffrey Weller en 2001, de nouveaux sujets ont été abordés par la communauté académique tels que le renseignement dans les opérations de maintien de la paix et les questions éthiques soulevées par le renseignement<sup>7</sup>. Outre la littérature foisonnante sur le renseignement au Canada, la mise sur pied d'un centre de recherche à l'Université Carleton à Ottawa assure une

1. Sherman Kent, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, NJ., Princeton University Press, 1949.

2. Geoffrey Weller, « Assessing Canadian Intelligence Literature: 1980-2000 », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, volume 14, numéro 1, 2001, pp. 49-61.

3. *Idem*.

4. *Ibid.*, p. 52.

5. *Ibid.*, p. 55.

6. *Ibid.*, p. 56.

7. Voir la liste des publications récentes sur le site du Centre canadien sur les études du renseignement et de la sécurité [http://www.carleton.ca/npsia/research\\_centres/cciss.html](http://www.carleton.ca/npsia/research_centres/cciss.html)

certainne permanence des questions de recherche liées au renseignement et à la sécurité.

Le Centre canadien sur les études du renseignement et de la sécurité de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton<sup>8</sup> existe depuis février 2002 et est dirigé par le professeur Martin Rudner. Il vise à remplir trois objectifs : faire la promotion de la recherche académique sur les études du renseignement à l'Université Carleton et au Canada ; développer et apporter des programmes de formation pour les parlementaires, les médias et les autres parties prenantes aux politiques publiques ; et finalement, la mise en place de programmes de formation destinés à développer et améliorer les connaissances et habiletés des professionnels de la communauté du renseignement et de la sécurité. De plus, les membres affiliés à ce centre contribuent de manière significative à la publication d'articles sur des sujets en lien avec le renseignement depuis sa création en 2002. Il importe aussi de souligner leur participation active au colloque international de l'Association canadienne pour les études de renseignement et de sécurité (ACERS/CASIS)<sup>9</sup>.

L'ACERS/CASIS est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont l'une des missions principales est d'encourager l'étude et le dialogue sur le renseignement au Canada. Chaque année, l'association tient un colloque annuel. Cette année, l'ACERS fêtait son vingtième anniversaire d'existence. En effet, les études sur le renseignement au Canada ont connu un intérêt soutenu durant ces vingt dernières années bien que concentrées presque exclusivement au Canada anglais et confinées au milieu académique.

Ces dernières années et principalement depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'ACERS tente d'intéresser un public plus large, en particulier chez les étudiants universitaires de premier cycle et des cycles supérieurs.

Pour ce faire, le prix Weller a été créé (du nom du chercheur et professeur Geoffrey Weller) récompensant les meilleurs essais des étudiants du premier, deuxième et troisième cycles sur le renseignement et la sécurité. Ces meilleurs essais sont par la suite présentés à l'auditoire par leurs auteurs lors d'une séance du colloque. De plus, le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile offre des bourses (en 2005, à 47 étudiants à travers le Canada) couvrant les frais de participation de ces étudiants au colloque annuel de l'ACERS.

Cette année, le colloque annuel a eu lieu les 19, 20 et 21 octobre à Montréal et s'intitulait *Un nouveau monde trop sûr de lui-même : Comprendre les défis globaux de sécurité, réformer les pratiques de sécurité nationale*<sup>10</sup>. Le colloque se divisait en treize séances incluant un total de 67 conférenciers et présidents de séance. Il importe de mentionner la présence parmi les conférenciers de M. John Adams, chef du Centre de la sécurité des télécommunications, le service de renseignement le plus secret au Canada.



Sigle du CST  
Source :  
[www.cse-cst.gc.ca/  
index-f.html](http://www.cse-cst.gc.ca/index-f.html)

Très peu de Canadiens sont au courant de l'agence secrète d'écoute et de renseignement, le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Les quartiers généraux situés à Ottawa, abritent la majorité de ses 875 employés civils. Plusieurs passent leur journée devant des écrans ou avec des écouteurs à des postes de travail installés dans plusieurs régions du monde où les ondes électroniques de ces pays sont analysées. Ici les mathématiciens, experts linguistiques, politologues et ingénieurs font la collecte et l'analyse du renseignement d'origine électromagnétique, aussi connu sous le nom SIGINT, pour les clients du CST : le Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères et autres agences du gouvernement. Établi en 1941, durant

la Deuxième Guerre mondiale, le CST suit aujourd'hui de près les communications des téléphones cellulaires, télécopieurs et même des émissions des écrans d'ordinateurs et des dactylographes électriques.

**Une fois à l'intérieur, les employés du CST ne peuvent voyager à l'étranger sans soumettre un itinéraire de voyage ou s'impliquer dans une relation romantique sans prévenir leurs supérieurs.**

Les employés du CST doivent subir une enquête sécuritaire exhaustive avant de pouvoir commencer à travailler. Une fois à l'intérieur, les employés du CST ne peuvent voyager à l'étranger sans soumettre un itinéraire de voyage ou s'impliquer dans une relation romantique sans prévenir leurs supérieurs.

Le budget du CST, bien caché sous les chiffres du ministère de la Défense se place entre 120 et 200 millions de dollars. Les forces armées canadiennes cependant, fournissent plus de 1100 employés et de l'équipement au CST, ce qui lui donne une supériorité numérique au Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS). Les ressources du CST comprennent un ordinateur CRAY qui était, à la date de son acquisition en 1985, l'ordinateur le plus puissant au pays<sup>11</sup>. Après plusieurs mises à jour et des investissements de 40 millions de dollars, l'ordinateur CRAY performe encore très bien aujourd'hui. Malgré la fin de la guerre froide, le CST s'est fait construire une rallonge sans fenêtres à ses quartiers généraux en 1992 créant ainsi une structure « à toute épreuve », c'est-à-dire une structure protégée contre la surveillance extérieure. Une autre structure qui communique avec le quartier général par

8. [http://www.carleton.ca/npsia/research\\_centres/cciss.html](http://www.carleton.ca/npsia/research_centres/cciss.html)

9. Voir la bibliographie sur le site du Centre au [http://www.carleton.ca/npsia/research\\_centres/cciss.html](http://www.carleton.ca/npsia/research_centres/cciss.html)

10. <http://www.casis.ca>

11. Morris, Nomi, *Canada's Spy Agency from the Inside*, Mclean's, 2 septembre 1996

un tunnel abrite les experts des codes et de la cryptologie contre toute tentative d'interception des communications du gouvernement canadien. Cette division connue sous le nom d'INFOSEC représente 20% de la totalité des opérations du CST<sup>12</sup>.

Il demeure encore difficile aujourd'hui de déterminer le montant exact du financement que reçoit le CST. Au contraire du SCRS, qui vit le jour avec la *Loi sur le SCRS* et se trouve redevable devant le Comité de surveillance des activités de renseignement, le CST opère largement au-dessus de ces contraintes. Le CST ne connaissait pas de système de vérification avant la création du poste de commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications en 1996.

En ce qui a trait à ECHELON<sup>13</sup>, ce dernier est un mot de code utilisé pendant de nombreuses années par les services de renseignements américains pour désigner une base d'interception des satellites commerciaux. Par extension, le réseau ECHELON désigne le système d'interception mondiale des communications privées et publiques, élaboré par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Les origines du réseau ECHELON remontent à la signature du pacte UKUSA,

conclu en 1947. La volonté des pays signataires, la Grande-Bretagne et les États-Unis, est de mettre en commun les informations détenues par leurs services de renseignements respectifs en matière d'espionnage électronique. Ouvrant au service de l'espionnage industriel, le réseau ECHELON a permis aux Américains de décrocher des contrats commerciaux au détriment de leurs concurrents. C'est ainsi qu'en 1994, la très puissante et secrète *National Security Agency* (NSA), homologue du CST canadien, intercepte les communications passées entre la compagnie française Airbus et le gouvernement saoudien. Le contrat sera finalement décroché par la compagnie américaine Boeing<sup>14</sup>.

Pendant les premières années, ces pays se sont cantonnés à l'interception des messages entrant et sortant de leurs territoires respectifs et à l'écoute de certains pays limitrophes. Mais bien vite, la guerre froide les a obligé à développer des outils plus performants, et à plus grand rayon d'action. Au milieu des années 1970, la première base ECHELON voit le jour aux États-Unis. Elle sera la première d'un vaste réseau qui couvre aujourd'hui la planète entière. Son nom est P415, mais il est plus connu sous le nom de réseau ECHELON. Plusieurs pays

tiers rejoindront cette alliance tels que l'Allemagne, la Norvège, et la Corée du Sud. Ils n'auront qu'une importance secondaire, les cinq principaux pays de cette coalition se partageant les informations recueillies, et décidant quelles personnes, entreprises, ou États doivent être la cible du réseau.

Ce réseau est resté totalement inconnu du grand public pendant près de 20 ans. Ce n'est qu'en 1988 qu'un journaliste écossais, Duncan Campbell, dévoile l'affaire. À l'époque celle-ci ne fait pas grand bruit et les médias s'y intéressent très peu. En 1996, le journaliste néo-zélandais Nicky Hager confirme son existence dans son livre *Secret Power* et évoque pour la première fois le mot ECHELON<sup>15</sup>.

**Ce réseau est resté totalement inconnu du grand public pendant près de 20 ans.**

En 1999, la porte s'entrouvre avec les déclarations successives des Canadiens et des Australiens qui confirment leur appartenance à une alliance dans le domaine du renseignement. Cette même année, les premières preuves écrites sont découvertes par des chercheurs de l'Université George Washington (Washington). Deux documents déclassifiés par la *National Security Agency* ont été découverts, l'un datant du 3 septembre 1991 qui précise la mission du centre de surveillance électronique de Sugar Grove en Virginie, l'autre du 15 juin 1995 relatant l'activation de certains centres d'interception sur les bases aériennes américaines. On notera que la NSA a toujours nié cette alliance<sup>16</sup>.



Source: Federation of American Scientists, <http://www.fas.org/irp/program/process/echelon.htm>

12. *Idem.*

13. Duncan Campbell, [http://echelononline.free.fr/documents/dc/inside\\_echelon.htm](http://echelononline.free.fr/documents/dc/inside_echelon.htm)

14. Radio-Canada Archives, [www.radio-canada.ca](http://www.radio-canada.ca)

15. Nicky Hager, *Secret Power - New Zealand's Role in the International Spy Network*, Federation of American Scientists, <http://www.fas.org/irp/eprint/sp/>

16. National Security Archive Electronic Briefing Book No. 24, <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB23/index2.html>

## Saviez-vous que ?\*

- Plusieurs organismes fédéraux possèdent leur propre service de renseignement, tels que les Forces canadiennes, le Département des Affaires étrangères et Transport Canada. Tous ces services sont coordonnés par les comités consultatifs de renseignements et de la sécurité, le Comité interministériel de la sécurité et des renseignements, le Bureau du Conseil privé et un comité du Cabinet présidé par le Premier ministre.
- Mike Frost, employé spécialisé en électronique, a travaillé 20 ans pour le CST. En 1994, il publie *Moi, Mike Frost, espion canadien*, ouvrage dans lequel il révèle que le CST interceptait les communications du gouvernement du Québec dès 1976, après la victoire du PQ, par le biais du réseau ECHELON.
- En 1986, trois superordinateurs CRAY se trouvent sur le sol canadien. L'un est utilisé par Environnement Canada au centre de météorologie de Dorval, un autre par l'Université de Toronto pour la recherche mathématique, et le troisième par le CST à Ottawa. Le superordinateur du CST peut surveiller 500 millions de mots à la seconde et 20 000 conversations téléphoniques en même temps.
- Créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada, ECHELON est le réseau d'espionnage électronique le plus puissant au monde. Initialement destiné à des fins militaires, il vise aujourd'hui, des cibles civiles, telles que les gouvernements, les organisations, les entreprises, les associations ou les particuliers. Le réseau est composé de plus d'une centaine de satellites gravitant autour de la planète, de moyens technologiques capables d'intercepter des communications transmises par câbles sous-marins, et de superordinateurs pouvant enregistrer plus d'un million de communications toutes les 30 minutes. Au Canada, c'est le CST situé à Leitrin, au sud d'Ottawa, qui est la station d'interception du réseau.

Sources : Archives de Radio-Canada,  
[www.radio-canada.ca](http://www.radio-canada.ca)

\* Préparé par **Ross O'Connor**, étudiant à la maîtrise en relations internationales et auxiliaire de recherche au Programme Paix et sécurité internationales des HEI.

## Activités publiques organisées par les HEI

**Vendredi**  
**20 janvier**  
2006

Projection du film,  
*The Real Thing: Coca, Democracy and Rebellion in Bolivia*

Une discussion avec le producteur  
M. **André Clément** suivra la projection

Présenté par le Centre d'études  
interaméricaines en collaboration  
avec le Groupe de recherche  
en développement international

14h, salle 3F, Pavillon Charles-De Koninck

**Mardi**  
**21 janvier**  
2006

Conférence

**Cezar Aurel Banu**, candidat au doctorat  
au Département d'histoire de l'Université Laval,  
chercheur à la Chaire de recherche du Canada  
en histoire comparée et de la mémoire,  
chercheur associé à l'Institut roumain d'histoire  
récente de Bucarest (IRIR) et de l'Institut  
national pour l'étude du totalitarisme (INST),  
Bucarest, Roumanie

*Une ethnie qui lutte pour survivre.*  
*Les Tatars de Crimée*

Présentée par le Cercle Europe

11 h 30 à 12 h 30, salle 3470  
Pavillon Charles-De Koninck

Pour plus d'informations sur ces activités, contactez le Programme paix et sécurité internationales à l'adresse suivante : [psi@hei.ulaval.ca](mailto:psi@hei.ulaval.ca)

## Sécurité mondiale

➤ **Rédaction :** *Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale*

➤ **Publiée par :** *Le Programme Paix et sécurité internationales*  
**Gérard Hervouet**, Directeur  
*Institut québécois des hautes études internationales (HEI),*  
*Université Laval*

➤ **Supervision éditoriale :** *Claude Basset*

➤ **Conception et réalisation graphique :** *Alphatek*

*Le bulletin Sécurité mondiale est accessible sur Internet à l'adresse suivante :*  
[www.iqhei.ulaval.ca](http://www.iqhei.ulaval.ca)

*Pour informations :* (418) 656-7771